

Finances publiques : la CGT attaque

PAGE 4

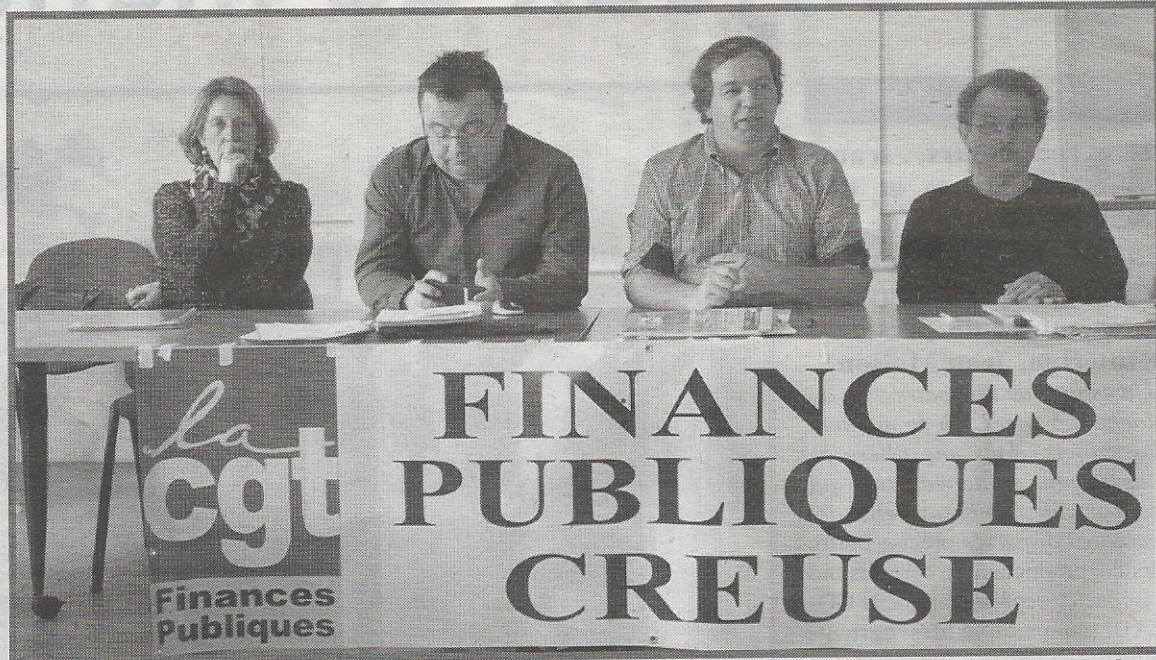
4

Hier, la CGT des finances publiques tenait son assemblée générale. Les syndiqués n'ont pas caché leurs inquiétudes quant à l'évolution du secteur, aussi bien pour les usagers que pour les agents et trésoreries.

Aux finances publiques : «L'argent doit rentrer coûte que coûte !»

En 13 ans, sur le territoire national, près de 32.000 emplois ont été supprimés dans le secteur des finances publiques. La Creuse n'est pas épargnée par ce processus de casse des services publics qui n'en finit pas, fatal aux usagers et agents.

En 2015, en Creuse, sept emplois supplémentaires ont été détruits. Dans le cadre de son schéma triennal 2015-2017, la Direction départementale envisage sérieusement de supprimer des trésoreries. Trois sont particulièrement menacées : celles de Châtelus-Malvaleix, de Royère-de-Vassivière et de Chénéraillles. Ces choix seraient fondés sur le redécoupage des cantons dans le département. «Pour le moment, on ne voit rien venir, mais rien n'est interdit au 1^{er} janvier 2016», estime Cyril Deret, co-secrétaire de la CGT finances publiques. Ce qui est déjà plus affirmatif, c'est qu'au 1^{er} juillet, les sites de Guéret fermeront deux demi-journées par semaine et les trésoreries seront fermées tous les après-midi. Cette réduction des horaires est aussi un point qui fait grincer des dents dans la longue liste (non exhaustive) de dégâts... Travail à distance, professionnels qui doivent s'acquitter de leurs impôts uniquement via internet et non plus par chèque, entraînant des majorations, sont d'autres exemples.



Catherine Baly, Pascal Granet, Cyril Deret et Philippe Madec.

Pour les agents, la situation devient intenable : «On supprime des emplois, on baisse les moyens, alors que le travail est de plus en plus compliqué. Les conditions de travail s'en trouvent dégradées». Fustigeant la déconsidération de la direction, Cyril Deret donne un exemple concret : «Il y a une trésorerie avec seulement deux agents pour gérer l'ensemble du service. Ils communiquent par post-it car ils ne se voient pas». Les usagers ne sont guère mieux lotis. Le service de proximité s'ef-

face peu à peu au profit de la dématérialisation et de la complication. Une feuille de déclaration qui s'allonge d'années en années, des agents qu'on ne peut plus rencontrer, des taxes qu'on ne peut payer qu'en ligne... Les usagers sont à bout : «Il y a de plus en plus d'incivilités vis-à-vis des agents. Mais on comprend les usagers», lance Philippe Madec, co-secrétaire CGT. De même, le nombre de gracieux, pour aider les personnes en difficulté financière, est en baisse : «La direction privilégie les délais

de paiement plutôt que les recours gracieux. L'argent doit rentrer coûte que coûte».

Voilà la politique ancrée chaque année un peu plus par la direction générale des finances publiques. Dans ce qui commence à ressembler à un amas de ruines, l'union CGT des Finances Publiques et les agents ne comptent pas baisser pavillon. Il y a plusieurs semaines, ils étaient mobilisés contre le plan triennal. Ils continueront à se battre pour «renforcer les moyens humains, matériels et juridiques !»